

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

VICHY 40, SAINT-ETIENNE 48

Charte de l'esclavage

A qui le tour ?

AYANT mené le prolétariat français à la défaite par la provocation, le P.C.F. se tourne vers une autre victime possible, la « paysannerie française » et lui tient à peu près ce langage : « Il faut protéger la France contre l'arrivée du blé étranger ! »

Paysans, opposez-vous aux secours américains qui feraient baisser le prix des vivres ! Oui, rejettions les mers décéales, la viande, les fruits, le beurre, le sucre, le lait en poudre des impérialistes ! Organisons la famine, seule garantie de votre prospérité.

La provocation est énorme, indécente jusqu'à l'absurdité ! Si la paysannerie française tombait dans le panneau, elle amènerait contre elle toutes les classes de la population, et les mesures les plus draconiennes seraient prises aussitôt.

A propos de la mercante

L'ARTICLE de S. Parane, publié dans le dernier numéro n'a pas manqué de susciter des réactions. Quelques lecteurs et amis nous ont écrit pour nous signifier leur désaccord.

Nous soulignons que nos correspondants ont parfaitement raison. Parane comme étant digne contre tout individu se livrant à un commerce.

C'est la question qui était visée, non les hommes. Et nous comprenons très bien que les camarades persécutés pour leur action militante sont en droit d'avoir un petit commerce. Nous admettons même qu'un travailleur essaie de se soustraire à l'esclavage d'un patron pour se faire le pître d'une clientèle. Il en est qui ont ainsi « l'illusion » de s'émanciper.

Mais de grâce, qui reconnaissent le basculement de nos critères !

Qu'ils déclarent : « Dans la société actuelle, nous avons été conduits à nous imposer au commerce dont nous étions sous-subordonnés, mais nous reconnaissons volontiers qu'il faut combattre la mercante, y compris le petit commerce qui n'est pas le moins dangereux et le moins accapteur ! »

Quelques camarades fontes aident des difficultés avec leur témoignage. Mais nous fassons remarquer que bien des fonctionnaires, voire des ouvriers, se sont livrés aux tracées les plus divers, sans nous le nions pas.

Mais cela ne change rien au problème qui reste : remplacer le commerce par la distribution, par un système d'échanges directs entre les producteurs et les consommateurs de l'Etat ; remplacer un système où une minorité de travailleurs utiles nourrit une majorité de parasites ou de travailleurs inutiles par une organisation non-capitaliste, non-étatisée, dans laquelle ne soient conservées que les intermédiaires indispensables.

Nous ne cesserons pas de dire que le commerce doit être mis au pas, que le capital, mais aussi l'Etat, et le « commerce » qui prend souvent la forme d'un commerce de la spéculation, est la plus importante du prix.

Nous combattons l'Etat, même si les fonctionnaires se jugent mal payés, nous combattons le commerce même si certains détaillants en vivent mal. Et nous préparons ainsi une Société meilleure pour tous, y compris pour les ex-fonctionnaires et les ex-commerçants.

LE GAULLISME SOCIAL...

L'association, qu'est-ce à dire ? D'abord ceci, que dans un même groupe d'entreprises, tous ceux qui en font partie, les chefs, les cadres, les ouvriers, feraient ensemble, entre eux, avec arbitrage organisé, les conditions de leur travail, notamment les rémunérations. Et ils fixeraient de telle sorte que tous, depuis le patron ou le directeur inclus, jusqu'au manœuvre inclus, recevraient, de par la loi, et surtout l'échelle hiérarchique, une rémunération proportionnée au rendement global de l'entreprise. C'est alors que les éléments d'ordre moral qui font l'honneur d'un métier : autorité pour ceux qui dirigent, goût du travail bien fait pour les ouvriers, capacité professionnelle pour tous, prendraient toute leur importance, puisqu'ils commanderont le rendement, c'est-à-dire le bénéfice commun.

(Pensée-masse de Gaulle au discours de Saint-Etienne.)

NOUS nous excusons d'avoir reproché cette énergie monumentale, qui mérite d'être classée hors concours. Mais il faut bien nous résigner à nous en occuper, puisque, dans la recherche de nouvelles normes d'organisation sociale et de relations humaines, des gens mal avertis, les « politiquement faibles », peuvent se laisser prendre aux faux slogans des faux socialistes.

Où serait donc l'égalité ? Mais le général déploie ici une tactique enveloppante. Dans la société nettement capitaliste, les travailleurs luttent contre les privilégiés. La situation est claire. L'association préconisée ferait des travailleurs manuels les plus exploités des exploités volontaires, collaborant avec ceux qui seraient privilégiés à leurs dépens. Il n'y aurait plus de lutte de classe. Mais la « hiérarchie » systématise les classes. C'est le cas de la Russie, Toutefois, en Russie, l'inégalité est imposée. De Gaulle voudrait qu'elle soit organisée avec le concours de ceux qui en seront les victimes... Cela sent de loin l'école de Loyola.

Non moins originale est la « rémunération proportionnée au rendement global de l'entreprise ». Pour peu qu'on observe la vie économique de la société actuelle, nous voyons qu'en conséquence des difficultés de la production, du ravitaillement en matières premières, de

patrons. Les patrons n'auront donc pas disparu. Au contraire leur nom.

En admettant que le patronat accepte d'être semi-escamoté, la hiérarchie sera maintenue par de Gaulle — comme par les communistes, et cette concorde est frappante — non seulement dans le sens moral et technique, mais dans les rémunérations ».

Il y a, en effet, une autre cause de l'égalité : les travailleurs, les ajusteurs de l'usine pourraient gagner mille francs par jour tandis que ceux de telle autre en gagneraient trois cents.

Néo-capitalisme, néo-socialisme, néo-fascisme, le gaullisme social ne mériterait pas même l'honneur d'une réputation si des hommes de bonne foi ne risquaient d'en être victimes.

Il n'est pas de solution hors de la socialisation intégrale, de la production pour le bonheur de tous, et non pour le profit personnel, corporatif ou d'entreprise. Il n'y a pas de justice si l'on maintient une hiérarchie de rémunération qui cristallise l'inégalité. La justice et l'égalité impliquent, pour tous les membres de la société, une égale possibilité de jouissance des biens obtenus par l'œuvre de tous ceux qui sont aptes à apporter un effort utile.

Telle est la solution libertaire. Toutes les autres ne feront que remplacer un mal par un autre.

“ Soyons nets ”

DES camarades nous ont posé la question ! « Le moment ne se rait-il pas venu de tenter l'effort de regroupement de toutes les forces prolétariennes dans une seule centrale syndicale échappant à toutes influences politiques ou étrangères ? »

L'« Action Sociale » posait également dans son dernier numéro le problème sous la forme interrogative. « Le syndicalisme, néo-échappé au capitalisme, dont les répercussions à la base pourraient être autres que celles comptées. Car si l'on excepte les membres d'un parti politique dont le but n'est pas de changer l'atmosphère syndicale mais simplement de remplacer des concurrents évincés à la faveur de circonstances, on ne voit guère les militants de base du syndicat autonome des P.T.T., des Mâtaux, etc., qui furent les premiers à mener le combat sous le drapeau du syndicalisme révolutionnaire, (Suite Page 2)

les syndicats autonomes cette première tranche de regroupement, sembla avoir résolu le problème. — Voir ! Accord de laborieux. Accord pénible. Accord de chefs plus inclinés à doser la composition de futurs organismes de direction qu'à se préoccuper des sentiments profonds des travailleurs syndiqués. Accord de sommets dont les répercussions à la base pourraient être autres que celles comptées. Car si l'on excepte les membres d'un parti politique dont le but n'est pas de changer l'atmosphère syndicale mais simplement de remplacer des concurrents évincés à la faveur de circonstances, on ne voit guère les militants de base du syndicat autonome des P.T.T., des Mâtaux, etc., qui furent les premiers à mener le combat sous le drapeau du syndicalisme révolutionnaire,

(Suite Page 2)

Militants P.C.F. le croiriez-vous ?

Les députés Roger Roucaute, général Jourville (Alfred Malleret), Pierre Villon, Manceau et les membres du groupe communiste et appartenants à l'Assemblée nationale, ont présenté la proposition de résolution suivante

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdemoiselles, Messieurs, Avant la guerre, la ville de Privas (Ardèche) était une ville de garnison.

Or depuis la guerre, Privas n'est plus considérée comme telle. Il va de soi que sa disparition au titre de ville de garnison n'a pas manqué de porter un coup sérieux à l'animation de la ville et au commerce local qui s'en sont sérieusement ressentis.

Depuis quelques jours, Privas possède une caserne aménagée pour cela, le 14^e bataillon d'infanterie coloniale stationne dans la ville; mais il ne sera appelé à y séjournier que peu de temps.

La population ardéchoise dans son ensemble accueille avec satisfaction le retour de soldats en garnison au chef-lieu du département. Le retour définitif de Privas au titre de ville de garnison pourrait permettre, dans cette ville aménagée pour cela, l'instruction de jeunes recrues apprivoisées à accomplir leur service militaire.

Une telle décision permettrait de donner à la ville une plus grande animation et favoriserait en même temps le commerce local dans ce département quelque peu déshérité jusqu'ici.

En conséquence, nous vous proposons d'adopter la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION
L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à classer à nouveau la ville de Privas (Ardèche) au titre de ville de garnison.

(Assemblée Nationale-Annexe au procès-verbal de la 3^e séance du 20 décembre 1947.)

Une bataille pour la Révolution

IMPOSER L'INTERVENTION OUVRIÈRE DANS LE CIRCUIT PRODUCTION-CONSOMMATION

QUELLE est l'idée fixe des ménages ouvriers ? Se procurer des denrées de consommation courante, et principalement des produits alimentaires, à bas prix.

Des centaines de milliers, des millions de consommateurs s'efforcent, par des moyens divers mais le plus souvent individuels, de pur débrouille : à se passer des intermédiaires innombrables qui ferment barrage aux usagers ou fabricants et les acheteurs ultimes.

L'organisation d'un circuit direct, l'union des consommateurs ouvriers pour la suppression des intermédiaires parasites et onéreux s'impose donc avec force. Elles doivent rencontrer l'approbation, le soutien, la participation des grandes masses prolétariennes.

La lutte contre le parasitisme commercial est une idée forte qui doit rencontrer la sympathie et l'aide de la majorité de la population.

Si les lois actuelles sont opposées à la mise sur pied d'un circuit direct producteurs-consommateurs, si les méthodes de distribution des marchandises indispensables à la vie quotidienne que celle des intermédiaires commerciaux.

Reprendre l'idée de base, l'appliquer par des organismes ouvriers sous le contrôle vigilant des bénéficiaires, avec leur participation, doit mener à la répartition d'un plus grand nombre de produits, à la baisse des prix, à la distribution de l'esprit de lucre, au renforcement des capacités organisationnelles des travailleurs.

Limiter les frais de répartition des marchandises au travail effectivement dépensé, c'est faire œuvre révolutionnaire.

Il a beaucoup été question de « mettre les oisifs au travail ». Une propagande démagogique menée par les partis a voulu faire croire que des mesures gouvernementales suffiraient pour envoyer à l'établissement, au chantier ou au bureau les centaines de milliers de parasites sociaux. Mais, dans la pratique, le nombre d'intermédiaires, de commerçants et de trafiquants ne fait qu'augmenter.

Pour supprimer les couches sociales parasites, les lois, immôts et méthodes policières sont inefficaces. Ce qu'il faut, c'est enlever à ces couches sociales leurs moyens de vie, c'est-à-dire empêcher que les marchandises passent par leurs mains et y laissent des traces sous forme de billets de banque.

En faisant passer la viande, les pommes de terre, les légumes, du producteur agricole sur la table de l'ouvrier, les chaussures et les tissus, de la fabrique au consommateur, nous affamerons les affameurs. C'est donc là un travail révolutionnaire.

Le gouvernement et les députés, les partis et les candidats mettent sur un même pied les inutiles et les utiles, les profitables et les travaillers. Pour les statistiques, pour les élections, tout homme possède une voix.

Tout le régime capitaliste honore celui qui possède de l'argent, quel que soit le moyen utilisé pour gagner cet

principe aux coopérateurs, en fin d'année. Le plus grand nombre de groupements d'achats sont aux mains d'hommes de parti ou financés par les patrons, quand ils ne sont pas simplement sous la coupe de margouillats heureux d'échapper à la condition prolétarienne. Les tentatives municipales ou préfectorales sont frappées de stérilité par le respect de la légalité.

Et pourtant leur existence prouve qu'il existe d'autres méthodes de distribution des marchandises indispensables à la vie quotidienne que celle des intermédiaires commerciaux.

Reprendre l'idée de base, l'appliquer par des organismes ouvriers sous le contrôle vigilant des bénéficiaires, avec leur participation, doit mener à la répartition d'un plus grand nombre de produits, à la baisse des prix, à la distribution de l'esprit de lucre, au renforcement des capacités organisationnelles des travailleurs.

Limiter les frais de répartition des marchandises au travail effectivement dépensé, c'est faire œuvre révolutionnaire.

Il a beaucoup été question de « mettre les oisifs au travail ». Une propagande démagogique menée par les partis a voulu faire croire que des mesures gouvernementales suffiraient pour envoyer à l'établissement, au chantier ou au bureau les centaines de milliers de parasites sociaux. Mais, dans la pratique, le nombre d'intermédiaires, de commerçants et de trafiquants ne fait qu'augmenter.

Pour supprimer les couches sociales parasites, les lois, immôts et méthodes policières sont inefficaces. Ce qu'il faut, c'est enlever à ces couches sociales leurs moyens de vie, c'est-à-dire empêcher que les marchandises passent par leurs mains et y laissent des traces sous forme de billets de banque.

En faisant passer la viande, les pommes de terre, les légumes, du producteur agricole sur la table de l'ouvrier, les chaussures et les tissus, de la fabrique au consommateur, nous affamerons les affameurs. C'est donc là un travail révolutionnaire.

Le gouvernement et les députés, les partis et les candidats mettent sur un même pied les inutiles et les utiles, les profitables et les travaillers. Pour les statistiques, pour les élections, tout homme possède une voix.

Tout le régime capitaliste honore celui qui possède de l'argent, quel que soit le moyen utilisé pour gagner cet

à force de comparer les choses, les événements, les hommes, ayant vu à l'œuvre nos amis de la Commune ou les margouillats, qu'en craignent d'être terrifiés, mais, n'ont pas énergiques pour dépasser le pas, et ne pouvant que marquer la tête, ne peuvent pas être convaincus que les hotesses gens que l'opposition politiques n'avaient pas été en cause, les conduire à la victoire. « Force Ouvrière » fut à l'origine une révolution de palais que le mécontentement général transforma en une coupure irrémédiable.

Entre ces courants syndicalistes, l'immense masse des syndiqués, imprudemment informés des positions des uns et des autres, attend de ces courants les formules créatrices d'élan, généralisables, à l'égard de l'ensemble des travailleurs.

Des camarades nous ont posé la question : « Le moment n'est-il pas venu de tenter l'effort de redressement nécessaire ? »

Parbleu ! oui. — Regroupement ? oui ! — Mais pourquoi ? — Mais pour quoi ?

Force Ouvrière, qui vient, après des pourparlers laborieux, de constituer avec

**POURQUOI JE SUIS
ANARCHISTE**

« Je vis que les lois d'attraction qui emportent sans fin les sphères sans limites vers des soleils nouveaux entraînent deux éternités du passé et de l'avenir, devaient aussi presider aux destins des êtres dans le progrès éternel qui les unit tous. Je suis donc anarchiste parce que l'anarchie seule fera le bonheur de l'humanité et parce que l'idée la plus haute qui puisse être saisie par l'intelligence humaine est l'anarchie en attendant qu'un summum soit à l'horizon.

« L'anarchie seule peut rendre l'homme conscient, puisqu'elle seule le fera libre; elle sera donc la séparation complète des troupes d'esclaves et de l'humanité, et pour que l'idée la plus haute qui puisse être saisie par l'intelligence humaine est l'anarchie en attendant qu'un summum soit à l'horizon.

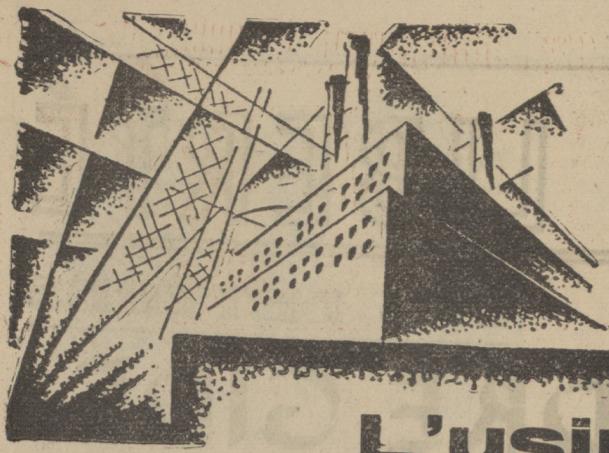
« L'anarchie seule peut rendre l'homme conscient, puisqu'elle seule le fera libre; elle sera donc la séparation complète des troupes d'esclaves et de l'humanité, et pour que l'idée la plus haute qui puisse être saisie par l'intelligence humaine est l'anarchie en attendant qu'un summum soit à l'horizon.

« L'humanité veut vivre et s'attache à l'anarchie dans la lutte du désespoir qu'elle engagera pour sortir de l'abîme, c'est l'âtre mortuaire du rocher; toute autre idée ressemble aux idées croissantes et aux lourdes d'herbe qu'on arrache et retombe plus profondément et avec courage, mais de logique, et il est temps que l'idée soit plus grande et plus belle que toutes les fiction qui l'ont précédée se montre assez largement pour que les masses déchristianisées n'arrivent plus de leurs sangs chimeriques décevantes.

« Voilà pourquoi je suis anarchiste. »

Louise MICHEL

Commémoration de LOUISE MIC



LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers .. La terre aux paysans



LES PARTIS POLITIQUES ET LES SYNDICATS

LES partis politiques de gauche ont toujours tendu à se servir des syndicats ouvriers et de la grande force qui les représentent.

Avant 1914, les socialistes avaient essayé la capture de la C.G.T. ; Jaurès tenta, à plusieurs reprises, de tendre ses filets. Le doctrinaire Jules Guesde « colonia » brutalement avec des intentions plus révolutionnaires. Et c'est surtout pour réagir contre ces tentatives que fut élaborée la Charte d'Amiens.

Ces visées politiques sur les syndicats les mènent au naufrage. Ce qui vient d'arriver à la C.G.T., sous l'impulsion des communistes, le prouve surabondamment. Mais les communistes ont démasqué leur jeu et contre eux se dresse la majorité des travailleurs soucieux d'un minimum de liberté et d'indépendance ; les politiciens « réformistes » sont moins bruyants, mais également dangereux.

LE PARTI SOCIALISTE SUBORDONNE LE SYNDICAT A L'ETAT

Le parti socialiste, est au gouvernement. Capocci, membre du Comité Central S.F.I.O., vient de démissionner de ce poste pour que son activité syndicale n'en soit pas gênée ; pour qu'on ne l'accuse pas de faire, dans sa fédération, la politique du parti socialiste.

D'autre part, que veut le Parti socialiste ? Le point le plus important de son programme est, aujourd'hui, la nationalisation des grandes industries. Mais la nationalisation se fait par l'Etat. Dans l'Etat, que fait le syndicat ? Il est un rouge, ou un auxiliaire inférieur des ministères, un collaborateur domestique et domestiqué. Par les fonctions secondaires auxquelles il est subordonné, le parti socialiste incorpore le syndicat à l'Etat, et lui fait perdre, en fait, toute son indépendance.

Sur ce point, il rejoignit les réformistes comme Jouhaux et ses amis. Et parler d'indépendance syndicale dans de telles conditions, c'est jouer un jeu peu subtil, mais aussi hypocrite que celui des communistes.

Nous ne répéterons jamais assez qu'il n'y a pas d'indépendance syndicale quand le syndicat ne peut pas agir de par lui-même, et réaliser, PAR LUIM-MEME, l'œuvre sociale d'éémancipation ouvrière et d'expropriation capitaliste qui est le but du syndicalisme. Que l'on dépende directement du Parti communiste par sa dictature sur les organisations syndicales, ou indirectement du Parti socialiste par l'intermédiaire de l'Etat, la situation ne change que pour la forme. Essentiellement, elle est la même.

LE SOI-DISANT « FRONT OUVRIER » NE VAUT PAS MIEUX

Tout parti politique aspire à gouverner, veut constituer un gouvernement dont il sera l'élément prédominant, sinon exclusif. Et, du gouvernement, tout parti politique préférera contrôler, diriger, ordonner, gouverner tant ce qui aura rapport à la production comme à l'importance laquelle des multiples activités de la société.

Sans quoi, il ne serait pas gouvernement. Les récalcitrants éternels contre la dictature des partis, ce sont d'abord les ouvriers syndicalistes, les coopeurs, les féodalistes, etc. Ils n'admettraient pas que le nouvel Etat et les leaders du parti-chef viennent chez eux imposer leur volonté. Et, comme en Russie, au temps où régnaient Lénine et Trotsky, les opposants seront éliminés, emprisonnés, déportés ou fusillés.

L'OPPOSITION OUVRIERE DANS LES PARTIS EST CONDAMNÉE D'AVANCE

En 1921, l'auteur de ces lignes se trouvait à Moscou. A ce moment, au sein du parti communiste la fraction appelée « Opposition ouvrière », ayant à sa tête Alexandra Kollontai et Chlakoff, menait, quoique de plus en plus faiblement, la bataille pour que les syndicats ouvriers aient une partie dans la réorganisation économique du pays. Alexandra Kollontai avait, au congrès de Mars 1921, distribué une admirable brochure dont elle était l'auteur, et dans laquelle elle montrait la nécessité d'une plus large participation des organisations ouvrières à l'édition du socialisme. Son raisonnement se basait non seulement sur les faits qui se déroulaient, mais encore sur la doctrine même du marxisme. « Puisque d'après nous, disait-elle, toute l'histoire a été déterminée par l'évolution des forces économiques, qui doivent, selon le socialisme scientifique, déterminer les institutions politiques, il est logique que les organisations économiques, c'est-à-dire les syndicats aient la priorité sur le parti ».

Trotsky la traita d'hystérique, et Lénine — tenez-en bien compte, leninistes d'aujourd'hui — fit voter une résolution dans laquelle on proclama nécessaire une « lutte implacable et systématique contre cette déviation qui représente une déviation petite-bourgeoise et anarchisante ».

La brochure fut confisquée. Nous pûmes en rapporter clandestinement la traduction qui a paru dans la « Revue Anarchiste », et qui a été retraduite en plusieurs langues. Mais en Russie, Alexandra Kollontai et ses amis furent dans l'impossibilité de propager leurs idées. « Nous ne pouvions ni tenir une réunion, ni publier un journal ou un tract, me disait-elle. Quant nous voulions nous réunir, nous ne le pouvions qu'à cinq ou six, et en prenant le thé pour dissimuler les appartenances ».

LA DUPLICITE DES POLITIQUES

Tout récemment, Jean Texier parlait du « corset de fer » de la Charte d'Amiens. « Corser de fer », parce qu'elle empêche les travailleurs d'être la proie, l'instrument des partis politiques et parce qu'elle les charge d'opérer par eux-mêmes l'expropriation du capital ! C'est pour les partis politiques qu'ils représentent un corset de fer, ou mieux encore, un barrage, en proclamant la nécessité de se passer d'Etat.

Certains politiciens et certains travailleurs mal informés nous disent, et disent que nous-mêmes, libertaires, nous sommes, vis-à-vis des syndicats, dans une situation semblable à celle des partis politiques. N'étant pas exclusivement syndicalistes, notre intervention dans le mouvement syndical représente à leurs yeux une intervention absolument semblable à celle des politiciens et un danger identique.

Ces affirmations ne peuvent venir que d'une méconnaissance des faits ou d'une mauvaise foi absolue.

LES LIBERTAIRES DANS LES SYNDICATS

D'ailleurs, n'est pas libertaire seulement celui qui prend le nom. Est libertaire celui qui veut régrer sa propre destinée, et qui la forge en agissant par sa propre initiative, en concertant son initiative avec d'autres, afin de se passer des « autorités » qui se situent sur un plan supérieur à l'action. Kropotkin, dans « L'Entraide », fonde historiquement et philosophiquement l'anarchisme sur toutes ces activités et sur tous les groupes sociaux qui, dans les périodes non étatistes de la société et dans la période étatiste, ont organisé la vie soit « sans Etat », soit « en marge de l'Etat ».

Il ne s'agit donc pas d'un raisonnement inventé pour la circonstance. Le syndicalisme révolutionnaire est une activité anarchiste, même si l'ignore. Il n'y a pas de raison, pour nous, de nous en emparer pour la conduire, et qui seraît, précisément, anti-anarchiste ! Nous travails dans les syndicats côte-à-côte avec les militants syndicalistes qui ne prennent pas notre étiquette mais qui prennent nos idées.

Les libertaires ne prétendent pas former de gouvernement. Ils présentent être, aujourd'hui et demain, « au milieu des masses », et non « au-dessus » ; leur apporter le concours de leur initiative, de leur enthousiasme. La différence est fondamentale.

Nous avons donc le droit de parler d'indépendance syndicale. Mais les partis politiques, quels qu'ils soient, ne cachent derrière ces mots que leur volonté d'asservissement.

ROBERT LEFRANC.

MANIFESTE DES INSTITUTEURS ET PROFESSEURS SYNDICALISTES

L'échec retentissant que nous venons d'enregistrer,

et c'est de ce fait de la C.G.T., alors que les syndicats affiliés à la F.A. I. T., Association Internationale des Travailleurs, seules internationales ayant manifesté leur opposition à la guerre en 1939, centrale dont l'orientation sera résumée ainsi :

ont pris la décision de constituer dès maintenant des Syndicats affiliés à la :

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

adhérente à l'A. I. T., Association Internationale des Travailleurs, seules internationales ayant manifesté leur opposition à la guerre en 1939, centrale dont l'orientation sera résumée ainsi :

— Action directe ;

— Apolitisme (apolitisme ne signifie pas indifférence en face des grands problèmes : fascisme, guerre, mais indépendance à l'égard des partis) ;

— Internationalisme.

La C.N.T., représentant les principes de la C.G.T. de 1906, libre de toutes attaches politiques, économiques, confessionnelles, a rallié, en quelques mois, malgré le silence officiel, des dizaines de milliers de travailleurs de la capitulation. Tous les travailleurs ont resenti cette dernière manœuvre comme une trahison.

Dans l'enseignement, ils étaient encore contre la grève au printemps dernier, au Congrès de la F.E.N., et ils veulent jouer maintenant le rôle des grévistes d'outrance.

Les syndicalistes révolutionnaires de l'enseignement répondront à notre appel.

NOTRE PLATEFORME REVENDICATRICE

Exiger des conditions de vie dignes d'hommes libres, d'éducateurs.

Pour tous

— Un standing de vie au moins égal à celui de 1937 ;

— Garantie du minimum vital par l'échelle mobile.

— Le traitement unique fixé sur le traitement de fin de carrière est la forme de rétribution vers laquelle nous devons tendre.

Il faut lutter dans l'immédiat pour la réduction du nombre des classes, et de la durée de chacune, de sorte que le professeur, l'instituteur accèdent au maximum de leur traitement après quelques années d'exercice.

— Donc, poursuivre la lutte pour le reclassement en exigeant la réduction de l'écart des indices, de sorte que le débutant soit plus proche du maximum.

— Lutter contre le monstrueux Statut de la Fonction Publique, en particulier contre le régime des sanctions qu'il prévoit.

— Développement de l'importance des Conseils des Maîtres dont les chefs d'établissements doivent devenir les exécutants chargés des liaisons avec l'Administration.

— Reversibilité des retraites.

Pour les Jeunes

— Titularisation par promotions, automatiques, après un stage rétribué de même durée pour tous.

— Disparition du régime des auxiliaires par la création d'un cadre spécialisé de titulaires chargés des remplacements.

Pour les roustantines

— Paiement du traitement de titulaire correspondant à la classe de l'intéressé, même si elle effectue des suppléances.

Pour renseignements, adhésions, constitution de syndicats, nos camarades de province sont priés de s'adresser ou d'écrire à :

FEDERATION DE L'ENSEIGNEMENT, C. N. T.

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e).

C'est pourquoi, les syndicalistes de l'enseignement

Dix minutes avec le Secrétaire

(Suite de la page 1)

Cette intrinségeance verbale servit de prise de contact, mais elle nous permit d'être d'autant plus fermes sur les principes.

Ouel sont les principes que vous défendez ?

La C.N.T. et les syndicats autonomes défendent les cinq principes suivants :

— Affirmation révolutionnaire des buts du syndicalisme.

— Démocratie syndicale.

— Indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques.

— Autonomie du syndicalisme vis-à-vis de tout gouvernement.

— Lutte contre le fonctionnalisme syndical.

— Croyez-vous que « Force ouvrière » acceptera ces principes ?

— Sur le plan local, les éléments de base de F. O. sont d'accord. De même est accepté le principe des garanties syndicales, vis-à-vis à bulletin simple, représentation des mandats, interdiction du cumul des mandats, sécession et syndicats, limitation de la durée des fonctions de permanent, etc.

— Croyez-vous que « Force ouvrière » est prêt à adopter ces principes ?

— Le groupe central de « Force ouvrière » accumule, mettons les malaises. Il voudrait prouver que C.G.T.-F.O. est un ordre de parti socialiste, mais il n'a rien avec ça à voir et payé par l'Amérique qu'il n'agira pas, au contraire, à l'avenir. C'est pourquoi la base doit aspirer fortement et exprimer encore plus fortement les principes du syndicalisme.

— Mais la base est-elle capable de le faire ?

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage syndical. Hier leur action consistait à pourvoir suivre les communistes de leurs critiques pour un carreau cassé non remisé ou pour le blocage des salaires, aujourd'hui ils ont à refaire les syndicats, à étudier déclarations de principes et stances, à résoudre des cas statutaires concrets pour éviter le retour des erreurs passées.

— Nous vivons des semaines où la force révolutionnaire du syndicalisme. Certains syndicats, T.O. et autres, continuent leur route, mais nombreux sont ceux qui, après avoir été éliminés, refont leur apprentissage